Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 738

Artikel: Réfugiés : nouvelles frontières africaines
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017055

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Des lendemains qui pianotent

tent à louer ou à vous laissez acheter. La clientèle visée, ce sont les entreprises, surtout les grosses. Un espoir pour les simples pékins toutefois: le vidéotex, version suisse du Minitel, qui utilisera la ligne téléphonique et l'écran TV.

L'informatique est aussi un phénomène culturel. A l'oublier, on court le risque d'une société inadaptée. Comment tirer parti de ce nouveau secteur pour la relève d'activités industrielles en déclin si l'on n'intéresse pas, n'encourage pas tout ceux que cela pourrait passionner? C'est d'abord une question de climat. Même si un micro-climat ne suffit pas, honneur à la commune de Pully, par exemple, qui a mis un local à disposition d'une association vouée au même objectif de vulgarisation que le Centre mondial. D'autres efforts existent, heureusement. On connaît le débat tarte à la crème sur les bienfaits et méfaits de l'ordinateur. Mais ce sont d'abord ceux qui le maîtriseront qui en décideront.

F. B.

RÉFUGIÉS

Nouvelles frontières africaines

Pas de chance, dans le calendrier médiatique mondial, pour la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II)! Jeudi 12 juillet dernier, le jour où aurait dû paraître dans les journaux le bilan des travaux de ladite conférence (à Genève, du 9 au 11 juillet), les gros titres étaient réservés au président Ronald Reagan, lançant officiellement, aux Etats-Unis, le Mois national de la crème glacée.

Quatre millions de réfugiés en Afrique n'ont pas pesé bien lourd face à l'annonce des festivités et solennités prévues pour relancer l'industrie du lait américaine; cette dernière écoule sur le marché, bon an mal an, quelque 3,5 milliards de litres de crème glacée, mais elle est aux prises avec un concurrent futé qui fait un malheur avec un extrait gélatineux de fèves de soja, le Tofutti, contenant — avantages déterminants! — moins de calories et pratiquement pas de lactose...

Côté suisse, on a tout de même appris, par la bouche de l'ambassadeur Fritz Staehelin, chef de la délégation helvétique, que notre pays, satisfait de la conférence, l'est aussi de sa propre politique, puisqu'il accorde «une grande importance à l'aide aux réfugiés», que de 1981 à 1983, du reste, la Confédération a accordé près de 80 millions de francs aux programmes d'aide d'urgence aux réfugiés, dont 25 millions à l'Afrique. Des déclarations onctueuses qui ont dû en faire sursauter plus d'un à Genève précisément où la barque cantonale est proclamée quasi officiellement «pleine» côté réfugiés.

Reste que CIARA II aura permis, grâce aux travaux préparatoires de la conférence menés sur une grande échelle, de faire une certaine lumière non seulement sur l'urgence des problèmes dans ce secteur, mais surtout sur leur complexité croissante, qui impose une revision fondamentale de la nature de l'aide internationale. Et ce, au moment même où l'opinion occidentale est tentée par le repli sur les privilèges acquis...

C'est ce que Mark Mallock Brown, rédacteur en chef de l'«Economist Development Report», exprimait avant même l'ouverture de CIARA II, de façon volontairement provocatrice, mais finalement très révélatrice. Nous le citons (ligne parues dans «Forum du développement»):

«L'effondrement de la vie économique s'est accompagné de tensions politiques. Les Etats nouvellement indépendants ont lutté pour s'adapter à des frontières coloniales qui, sur le plan ethnique, sont dépourvues de sens, en même temps qu'ils devaient faire face à toutes sortes d'autres défis à leur autorité. Il en est résulté un volcan démographique: des populations affamées à la recherche de terres fertiles, d'autres fuyant une politique d'oppression, mais toutes à la dérive au sein d'une économie politique qui ne peut pas assurer leur subsistance.

»Les populations qui se sont enfuies dans des directions qui les ont portées à travers des frontières nationales ont été qualifiées de «réfugiées»; d'autres, cependant, qui ont peut-être couvert un chemin beaucoup plus long mais qui sont restées du même côté de la frontière, sont moins visibles, bien que leur nombre soit certainement au moins égal. Toutefois, l'Afrique et la communauté internationale doivent commencer par le commencement, et si les diplomates préfèrent avoir recours à la terminologie juridique et parler d'une frontière nationale pour définir les personnes dont il faut s'occuper, soit. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les réfugiés ne représentent qu'une partie des nombreuses populations pour lesquelles la crise qui sévit en Afrique a entraîné un déracinement et une fuite.

DEUX APPROCHES

»Il y a deux façons d'envisager les raisons pour lesquelles l'Afrique et les pays donateurs s'apprêtent à s'attaquer à nouveau au problème des réfugiés; la version optimiste est que les nouveaux courants de réfugiés ont diminué au cours des deux ou trois dernières années et que des institutions déjà surchargées de travail comme le HCR ont au moins trouvé le temps d'élargir suffisamment leur vision pour ne plus devoir simplement chercher à résoudre une crise immédiate et pour commencer à penser à des solutions à plus long terme. En outre, il est certain que si les travaux de secours d'urgence ont dispersé la majeure partie des fonds du HCR en Afrique il y a quelques années, en 1984, 54% du programme général seront consacrés à la recherche de solutions durables, contre 45,5% l'an dernier.

»La version pessimiste est que le problème des

réfugiés devient de plus en plus difficile à résoudre. M. Paul Hartling, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a récemment lancé la mise en garde suivante: «Le problème des réfugiés est de plus en plus difficile. Dans de nombreuses régions du globe, certaines des populations les plus pauvres du monde frappent à la porte des pays les plus démunis.» Dans le même discours, il a mentionné une autre complication. Si la pauvreté et des considérations politiques empêchent la réabsorption des réfugiés, le temps peut exacerber le problème.

UN MYTHE EST MORT

»CIARA II, bien que rares soient les participants disposés à l'affirmer aussi carrément, représente la fin d'un mythe des réfugiés africains que l'on peut exprimer comme suit: les solutions se trouveront d'elles-mêmes car nous sommes tous Africains, il y a beaucoup d'espace vital et le problème des réfugiés lui-même est une aberration temporaire créée par les derniers spasmes du colonialisme. Ce que M. Hartling et les organisateurs de la conférence avec lui admettent, c'est que le problème des réfugiés africains est un problème durable.

»(...) En fait, les dépenses que représenterait la réinstallation permanente des réfugiés ou même leur rapatriement augmentent à mesure que l'économie africaine dans son ensemble se dégrade. Le fait est que l'infrastructure nécessaire pour assurer la subsistance des réfugiés dans leur pays d'origine ou dans leur pays d'asile n'existe pas.

LA FIN ET LES MOYENS

»(...) Lorsqu'une communauté internationale avare dit à un pays très pauvre qu'elle n'aidera que les réfugiés qui se trouvent dans des camps ou qui sont déclarés comme des cas sociaux urbains, le pays est manifestement encouragé à déplacer les réfugiés qui sont intégrés et à les rassembler dans des camps. On peut probablement dire sans exagération qu'indépendamment de nouvelles arrivées de réfugiés, l'approche précédemment suivie par les donateurs peut en fait accroître la population des camps de réfugiés dans de nombreux pays.

»L'approche initiale s'est également caractérisée par une répugnance à donner une assistance adéquate aux gouvernements pour les aider à subvenir aux besoins des réfugiés qui sont rentrés dans leur pays. Les donateurs, aujourd'hui, ont cessé de croire qu'un rapatriement volontaire est la meilleure solution pour un réfugié. Cependant, lorsque le HCR l'affirme, leurs applaudissements polis sonnent creux. A chaque fois, ils ont refusé de s'engager dans toute entreprise ayant un aspect de développement. Certes, il y a aussi un sentiment très compréhensible. Pourquoi un gouvernement dont la politique est à la source d'un exode de réfugiés devrait-il, en définitive, bénéficer des largesses de la communauté internationale?

»En Afrique, cependant, un environnement politique meilleur ne permet guère d'améliorer la situation. De nombreux réfugiés vivaient une existence économique très marginale avant de quitter leur pays et, avec le ralentissement actuel de l'activité économique, les perspectives ne sont pas brillantes pour eux lorsqu'ils retournent dans leur pays.»

De telles interrogations, une telle problématique, auront, à n'en pas douter, des incidences profondes «sur le terrain», dans l'application des programmes d'assistance. Elles doivent aussi modifier en profondeur l'approche des réfugiés africains lorsqu'ils parviennent à solliciter de l'aide directement chez nous.

RÉFUGIÉS EN AFRIQUE: LE DÉCOMPTE «OFFICIEL»

Pays	*Nombre de réfugiés*	*En provenance de...*
Algérie	167 000	Saharouis (165 000)
Angola	99 000	Namibie (70 000), Afrique du Sud (9000), Zaïre (20 000)
Egypte	5 500	Divers
Ethiopie	46 800	Soudan (46 400)
Botswana	4 200	Zimbabwe (3300), Afrique du Sud (500)
Burundi	256 000	Rouanda et Zaïre, principalement
Djibouti	23 000	Ethiopie
Cameroun	4 300	Tchad (4100)
Kenia	7 300	Ethiopie (1700), Rouanda (1600), Ouganda (3500)
Lesotho	11 500	Afrique du Sud, principalement
Maroc	500	Divers
Mozambique	600	Afrique du Sud et Amérique du Sud
Nigeria	4 600	Tchad (4000)
Rouanda	49 500	Burundi (18 500) et divers
Somalie	700 000	Ethiopie
Soudan	700 000	Ethiopie (498 000), Ouganda (195 000), Tchad (4000), Zaïre (5000)
Swaziland	7 000	Afrique du Sud
Tanzanie	180 000	Burundi (148 000), Zaïre (15 000), Ouganda (10 000)
Togo	1 500	Ghana
Ouganda	173 000	Rouanda (120 000), Zaïre (310 000), divers (22 000)
Zaïre	293 500	(Angola (225 000), Burundi (10 000), Rouanda (12 000), Ouganda (45 000), Zambie (1200)
Zambie	103 000	Angola (83 100), Namibie (4900), Afrique du Sud (3000), Zaïre (10 500)
Rép. centrafricaine	6 800	Tchad
Zimbabwe	60 400	Mozambique (60 000), Afrique du Sud (400)